Tâche complexe - Comment expliquer l'abstention et mobiliser les jeunes afin de réduire leur abstention ?

Objectifs de la tâche complexe

D /	٠,		,	, .,
Préparation	а	certaines	enrelives	ecrites
1 1 Cparation	и	certaines	Cpicuvcs	CCITICS

- Lecture et analyse de documents variés : texte , tableau, graphique
- Utilisation des informations tirées des documents pour bâtir une argumentation
- Préparation à l'épreuve du Grand Oral de terminale
 - S'exprimer de manière claire à l'oral
 - Etre capable de défendre son point de vue

Modalités de la tâche complexe:

☐ Par groupe de 4.

Le professeur vous affecte un rôle :

- Un jeune de plus de 18 ans abstentionniste par conviction : il considère que les partis politiques ne s'intéressent pas aux jeunes. Ceux-ci doivent se mobiliser par d'autres moyens que le vote
- Un jeune de plus de 18ans engagé en politique qui cherche à lutter contre l'abstention et à mobiliser les jeunes à s'engager dans la vie politique
- Un enseignant en sciences sociales et politiques qui explique les déterminants de l'abstention et les mesures à prendre pour l'expliquer
- Un membre d'une association les jeunes contre l'abstention qui cherche à mobiliser les jeunes tout en critiquant le désengagement des jeunes et l'attitude des hommes politiques face à ceux-ci.

Tâches à réaliser

- Etape 1 : Souligner dans les documents ci-dessous les arguments qui vont vous permettre de défendre votre position pendant le débat
- Etape 2 : A partir des éléments que vous avez retenus, vous devez défendre la position de votre personnage durant un débat qui durera 10 minutes. Voici différentes questions qui peuvent être posées au cours du débat (toutes peuvent ne pas être posées ; d'autres peuvent l'être)
- Tous les jeunes s'abstiennent-ils aux élections ?
- L'abstention électorale ne concerne-t-elle que les jeunes ?
- Quelles sont les caractéristiques des jeunes qui s'abstiennent aux élections ?
- Comment expliquer l'abstention des jeunes ?
- Les déterminants de l'abstention des jeunes sont-ils les mêmes que ceux des autres catégories de la population ?
- L'abstention des jeunes est-elle conjoncturelle (ponctuelle et peu durable)?
- L'abstention des jeunes a-t-elle augmenté depuis 30 ans ?
- Comment inciter les jeunes à aller voter ?
- Les moyens utilisés doivent-ils être spécifiques aux jeunes ?

Dossier documentaire

Document 1 : Taux d'abstention aux élections européennes de 2020

Profil des abstentionnistes : Sexe & âge

γ» γν	VOTANTS	ABSTENTIONNISTES	% Total
ENSEMBLE	51.3	48.7	100
Номме	54	46	100
FEMME	49	51	100
18-24 ANS	39	61	100
25-34 ANS	40	60	100
35-49 ANS	46	54	100
50-59 ANS	51	49	100
60-69 ANS	62	38	100
70 ANS ET PLUS	65	35	100

13 ©Ipsos. EUROPÉENNES 2019

GAME CHANGERS

sopra steria

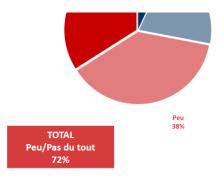


Document 2:

Tableau 1. Participation selon l'âge des électeurs (2015-2021, en %)

Doc

Age	mars 2015	décembre 2015	mars 2020	Juin 2021
18 à 24 ans	29	24	30	16
25 à 34 ans	34	35	34	19
35 à 49 ans	48	49	42	29
50 à 64 ans	56	56	49	32
65 ans et plus	69	70	50	47





Source : IFOP, Les jeunes et les régionales de 2021, juin 2021

Document 4:

"Je ne vois pas trop l'utilité du vote dans ma situation. Peu importe le candidat pour qui je vote, ça ne va pas changer les choses." Comme Robby, 22 ans, de nombreux jeunes ont confié à franceinfo leur volonté de s'abstenir aux élections départementales et régionales des dimanches 20 et 27 juin. "Les régionales, ça ne m'intéresse pas. Je suis tout jeune, ce n'est pas quelque chose sur lequel je m'attarde", explique aussi Steven, 18 ans, en recherche d'emploi au sein de la mission locale du bassin annécien (Haute-Savoie), après avoir arrêté le lycée. "On manque d'infos, on ne sait pas trop ce que veulent faire les candidats, c'est difficile de s'y intéresser." Steven, 18 ans à franceinfo.

Les divers sondages d'opinion confirment la tendance. L'abstention s'annonce forte dans l'ensemble de la population, mais particulièrement chez les plus jeunes. Ainsi, dans les Hauts-de-France, 77% des moins de 35 ans et, parmi eux, 78% des 18-24 ans ne

devraient pas glisser de bulletin dans l'urne dimanche prochain, selon un sondage Ifop (PDF). Le taux d'abstention pourrait même monter à 82% pour les 18-24 ans en Auvergne-Rhône-Alpes (et 77% sur l'ensemble des moins de 35 ans), toujours selon l'Ifop (PDF). Le phénomène semble donc s'aggraver, puisque lors des précédentes régionales en 2015, l'abstention s'était élevée à environ 66% des 18-24 ans, selon OpinionWay.

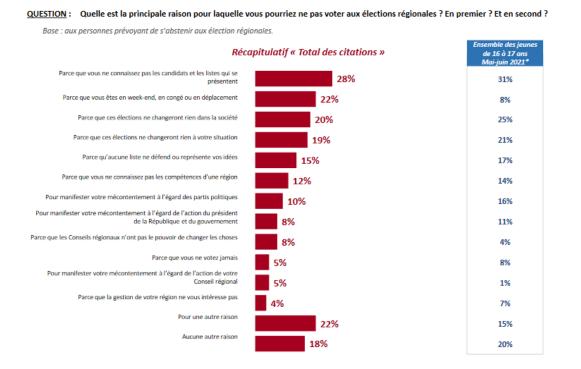
"J'ai d'autres priorités pour l'instant" La jeunesse est une période de la vie où il est parfois difficile de se passionner pour la chose publique. "La politique ne m'intéresse déjà pas forcément, et comme je suis amenée à bouger dans des secteurs différents en raison des études, je m'intéresse encore moins aux élections locales", argumente Léna, 20 ans, qui n'a encore jamais voté et qui recherche un emploi en Moselle.

"Je ne me suis pas intéressé aux candidats dans la région. Après, j'ai eu un parcours de vie, des difficultés qui ne m'ont pas donné envie d'aller voter", explique aussi Melain, un jeune de 23 ans originaire de la région parisienne qui vient de s'installer en Moselle pour chercher du travail. "Dans mon entourage, personne ne va voter. On ne croit plus en ça. On cherche d'abord à travailler, à sortir de la galère." Melain, 23 ans à franceinfo

"Je n'ai plus de carte d'électeur", témoigne aussi Denis, 25 ans. Il a interrompu assez jeune sa scolarité pour partir sur la route, où il a vécu pendant cinq années de petits boulots, de spectacles de rue et de mendicité. "Je sais que j'ai le luxe de vivre dans une démocratie mais j'ai d'autres priorités pour l'instant. Le mental n'était pas au top après le Covid, et je cherche d'abord à me remettre dans une bonne dynamique."

L'abstention des jeunes n'est pas un fait nouveau, mais le phénomène semble s'accentuer d'élection en élection. "D'une manière générale, les jeunes votent moins parce qu'ils sont moins insérés dans la vie active. Et du fait de l'allongement des études, des petits boulots, de la mise en couple plus tardive, etc., il y a un retard à la pleine citoyenneté, explique le chercheur Pierre Bréchon, professeur émérite à Sciences Po Grenoble. Il y a une deuxième explication, plus générationnelle. Dans les générations âgées, voter était un devoir du bon citoyen. Chez les jeunes, on va voter si on estime qu'on a quelque chose à dire par rapport à l'élection." "Les jeunes vont voter s'ils comprennent les enjeux de l'élection. Ils estiment que c'est un droit beaucoup plus qu'un devoir." Pierre Bréchon, politologue à franceinfo Source : C.Parrot, "Je ne me sens pas assez légitime" : pourquoi la majorité des jeunes va choisir l'abstention lors des élections régionales et départementales, France info, 16/06/2021

Document 5:



Source : IFOP, Les jeunes et les régionales de 2021, juin 2021

Document 6:

La catégorie d'âge est «devenue le déterminant le plus fort de la participation électorale» estime Céline Braconnier. Selon elle, «la socialisation politique croît notamment avec l'âge» : «Dans les années 80, même si on votait beaucoup, on votait moins à 25 ans qu'à 50 ans», rappelle la politologue. «Cet effet âge a toujours existé et il s'est accentué, car la participation électorale dépend beaucoup de formes d'intégrations sociales», comme le travail, la famille, qui se construisent beaucoup plus tard aujourd'hui. Ces éléments «ont tendance à favoriser la participation électorale.»

Céline Braconnier met en avant un dernier point influençant l'abstention des jeunes : leur situation au regard de l'inscription électorale. «Cette catégorie d'âge fait partie de celles les plus mal inscrites, aussi bien les jeunes milieux populaires, jeunes cadres etc. En 2017, 40% des jeunes étaient mal inscrits sur des listes électorales», note la politologue. «C'est une jeunesse qui pourrait voter pourtant, ce qui explique également la forte abstention chez les étudiants».

De nombreuses raisons expliquent la forte abstention des jeunes aux élections régionales, mais aussi celle de la population en général. Manque d'information, difficulté à décrypter l'offre et la demande, mais aussi l'intérêt de ces élections, il n'y a pas de solution magique pour remédier à ce désintérêt, préexistant depuis de nombreuses années.

Source: Jeanne Sénéchal, Régionales: pourquoi les jeunes ne vont-ils pas voter?, Le Figaro, 17/06/2021

Document 7

« Les générations plus âgées ont été socialisées à la politique dans une période où partis et syndicats étaient beaucoup plus structurants qu'aujourd'hui, avec une orientation idéologique plus marquée, explique Anne Muxel. Les jeunes, eux, entrent en politique dans un moment de grande incertitude, où l'électorat est de plus en plus mobile, et où les choix de vote se font de plus en plus souvent à la dernière minute. »

Une analyse que prolonge Pierre Bréchon : pour ce professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble, le vote est désormais considéré par la jeune génération comme un droit, alors qu'il était autrefois perçu comme le devoir d'un bon citoyen. « Toute l'éducation, transmise aussi bien par l'école que par l'institution catholique, inculquait le sens du devoir électoral, rappelle-t-il. Progressivement, cette culture a été remplacée par celle du vote conçu comme un droit, que l'on exerce si l'on estime avoir de bonnes raisons de le faire. » C'est le cas, notamment, lors de l'élection reine en France : la présidentielle. Selon l'Insee, en avril 2012, 71 % des hommes de 18-24 ans et 74 % des femmes de la même tranche d'âge ont ainsi participé au premier tour, pour un taux de participation tous âges confondus proche de 80 %.

Pour Pierre Bréchon, ce n'est donc pas parce qu'ils sont moins politisés que leurs aînés que les jeunes participent moins aux rituels électoraux, mais du fait de la montée « d'une culture de l'individualisation dans tous les domaines, dont l'expression politique conduirait à une moindre valorisation du vote ». Une culture développée par les baby-boomers, qui avaient 20 ans dans les années 1960 et 1970, et dont la jeunesse actuelle a été naturellement imprégnée.

(...)

La seconde explication à l'abstentionnisme « dans le jeu » est que le regard porté par la société sur l'abstention a considérablement changé. Autrefois considéré comme déviant, ce comportement est aujourd'hui devenu légitime, voire revendiqué. Dans l'ouvrage Temps et politique. Les recompositions de l'identité (Presses de Sciences Po, 2016) qu'elle a dirigée, Anne Muxel donne un exemple frappant de ce non-vote « expressif » utilisé comme un message politique. En 2012, moins d'un tiers des 18-24 ans s'est abstenu au premier tour de la présidentielle alors que « les deux tiers (66 % au premier tour et 63 % au second tour) sont restés en dehors du scrutin législatif » qui a suivi. La preuve, selon elle, d'une « démocratie de sanction », plutôt que d'une vraie crise.

Source: C. Vincent, Les jeunes et la politique: génération citoyenne, génération protestation, Le Monde, 23/02/2017

Document 8:

Il est donc plus difficile de mobiliser l'électorat jeune. "Cela ne veut pas dire qu'ils sont désintéressés, dilettantes, qu'ils ne pensent qu'à leur plaisir. Mais il faut qu'ils comprennent le sens du vote, et c'est de plus en plus difficile en ce moment, car les politiques sont jugés comme peu fiables."

"Il faut être honnête, c'est chiant". De nombreux jeunes estiment ainsi qu'ils n'ont pas reçu assez d'informations sur les élections de ce mois de juin. "Je ne vois pas à quoi ça sert un conseil régional ou départemental. Si on m'en avait vraiment parlé, si on avait pris le temps de m'expliquer pourquoi c'est important, peut-être que ça m'aurait créé un déclic", réfléchit Steven. "J'ai reçu les programmes par la poste, mais avant ça, je ne savais même pas qu'il fallait bientôt voter. Et avant de voir les panneaux électoraux, je n'avais pas compris de quelles élections il s'agissait", avoue Marine, 20 ans, qui, contrairement aux autres, va quand même voter par procuration.

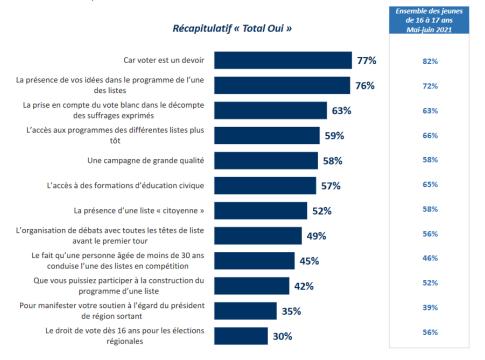
"Cela fait seulement quelques jours que je sais qu'il faut aller voter, du coup je ne me suis pas assez renseignée sur les candidats, sur ce qu'ils proposent, je ne me sens pas assez légitime. C'est important, c'est notre avenir, mais la politique, tout ça, ça reste un peu flou, je ne comprends pas toujours", explique Lucy, 23 ans. "C'est compliqué de se renseigner au max sur les personnes qui se présentent, sur les programmes. Et il faut être honnête, c'est chiant... enfin pour moi, poursuit Coralie, 24 ans, qui effectue un service civique dans une mission locale à Agen (Lot-et-Garonne). On a bien les tracts dans les boîtes aux lettres, mais il faudrait peut-être les programmes à la télé ou une communication sur les réseaux sociaux."

"Là, j'ai l'impression qu'ils ne parlent pas du tout aux jeunes." Coralie, 24 ans à franceinfo. Après une année difficile liée à la crise sanitaire, de nombreux jeunes réclament d'être mieux pris en compte par les politiques. "Je ne trouve pas que les jeunes soient assez mis en avant dans la politique. Et la politique n'utilise pas assez de moyens pour cibler les jeunes, estime Léna. Il faut supprimer ce côté trop strict, trop impersonnel, trop ennuyeux... et rendre ça un peu plus marrant. Macron face à McFly et Carlito, je pense que c'est le bon langage, oui."

Léane, 18 ans, aimerait bien aller voter pour la première fois. Mais cette étudiante originaire des Hautes-Pyrénées s'avoue un peu perdue et réclame plus de pédagogie. "Ils pourraient rendre les programmes clairs et disponibles sur une application, et faire de la 'pub' sur les réseaux sociaux. Je trouve qu'ils ont une communication un peu dépassée."

Source : C.Parrot, "Je ne me sens pas assez légitime" : pourquoi la majorité des jeunes va choisir l'abstention lors des élections régionales et départementales, France info, 16/06/2021

Base : aux personnes inscrites sur les listes électorales.



Source: IFOP, Les jeunes et les régionales de 2021, juin 2021

Document 10:

Sonia, 23 ans, partage la même déception, même si elle a prévu de se rendre aux urnes. Elle estime que "l'offre politique et le système de représentation ne correspondent plus vraiment aux aspirations de la population, et d'une grande partie des jeunes". Elle propose d'envisager la politique sous la forme d'autres modes d'investissement, comme l'engagement associatif. "On a beaucoup entendu : 'C'est votre voix, ça compte, exprimez-vous'... Je trouve que ça n'a plus de sens. L'abstention, c'est une expression et c'est significatif. C'est un symptôme de la crise de représentation."

"Il faut montrer aux jeunes qu'ils comptent" Pour lutter contre l'abstention, les jeunes sont majoritairement défavorables à l'instauration d'un vote obligatoire, mais certains estiment qu'il faudrait mieux prendre en compte le vote blanc. Depuis la loi du 21 février 2014, "les bulletins blancs sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal", mais "ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés".

Robby juge que le gouvernement "devrait aussi organiser un peu plus de référendums, comme en Suisse, qu'on puisse prendre plus de part dans la démocratie participative". Pour Sonia, la solution peut venir "de la concertation, car c'est une voie pour agrandir et ouvrir la démocratie". Elle estime que la Convention citoyenne pour le climat était une tentative intéressante, même si elle regrette "les déceptions" générées par la réponse politique.

"Il n'y a pas de solution miracle, prévient le politologue Pierre Bréchon. Si on veut éduquer à la citoyenneté, il faut prendre des mesures ciblées vers les milieux populaires, là où le problème existe fortement. Cela passe par l'école, les associations, et c'est une affaire de long terme." Diverses associations tentent de mobiliser la jeunesse par des actions de terrain. Le mouvement Tous élus organise ainsi régulièrement des jeux "qui permettent aux jeunes de se mettre dans la peau d'un dirigeant, d'un élu, afin de se rendre compte que la politique, ce n'est pas si compliqué", explique Audrey Fortassin, directrice générale de Tous élus. "L'objectif, c'est de travailler sur la déconnexion entre le jeune et la politique. Il s'agit de réduire l'écart entre ceux qui prennent la décision et ceux qui la subissent." Audrey Fortassin, directrice générale de Tous élus à franceinfo

Mais pour Tom, la solution passe "d'abord par les responsables politiques, qui doivent se remettre en question et commencer à penser au peuple avant leur personne et leur poste". Pierre Bréchon pointe aussi du doigt le rôle du politique face à cette abstention massive. "Il faut montrer aux jeunes qu'ils comptent dans la société, car plus on est dans une période de crise, une période d'intégration difficile dans la société, plus les jeunes se détournent du vote."

Source : C.Parrot, "Je ne me sens pas assez légitime" : pourquoi la majorité des jeunes va choisir l'abstention lors des élections régionales et départementales, France info, 16/06/2021

Document 11:

Près de 9 jeunes sur 10 ont boudé les urnes lors du premier tour des élections régionales et départementales, dimanche 20 juin, selon une enquête Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions. Ils étaient près de 87% d'abstentionnistes chez les 18-24 ans et 83% chez les 25-34 ans, ce qui constitue un record pour cette élection. (...)

Beaucoup de jeunes ont du mal à voir leur intérêt dans le fait d'aller voter, a fortiori après une année de crise sanitaire où ils sont nombreux à avoir eu la sensation de ne pas être réellement pris en compte par les dirigeants politiques. "Ils pourraient rendre les programmes clairs et disponibles sur une application, et faire de la 'pub' sur les réseaux sociaux. Je trouve qu'ils ont une communication un peu dépassée", pointe Léane, 18 ans, interrogée par franceinfo.

Pour créer davantage de proximité avec la jeune génération, les politiques ont tenté de se fondre dans les codes des réseaux sociaux, comme Emmanuel Macron qui s'est prêté au jeu des youtubeurs McFly et Carlito. Le chef de l'Etat a aussi investi TikTok, l'application de vidéos des 12-25 ans, l'année dernière, suivi de peu par le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui lui a répliqué un

cinglant : "Tu hors de ma vue, va voir ton Parcoursup !" Mais le succès de ces stratégies est très inégal, les communautés présentes sur ces plateformes se montrant plutôt méfiantes vis-à-vis des personnalités politiques. Elles considèrent que leur arrivée s'apparente à "une tentative d'instrumentalisation", décrypte Arnaud Benedetti, rédacteur en chef de la Revue politique et parlementaire, sur franceinfo.

L'émission "Sans Filtre" du porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a beaucoup agacé les étudiants. Le principe ? Réunir des jeunes pour discuter de la politique du gouvernement. Des influenceurs comme EnjoyPhoenix ou Fabian ont par exemple été conviés. Mais ces vedettes du web semblaient bien loin des réalités économiques des étudiants, qui ont exprimé leur réprobation sur Twitter. Résultat : le hashtag "#etudiantspasinfluenceurs" s'est retrouvé en tête des tendances pendant toute une journée.

La sensation de déconnexion de la jeunesse vis-à-vis des politiques ne viendrait donc pas tant de la forme que du fond, comme l'explique Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, dans un tchat organisé par Le Monde. "Souvent, ce qui revient dans les entretiens que nous menons sur le sujet, c'est que l'offre politique actuelle ne correspond pas ou plus à leurs aspirations, ou ils considèrent que 'les politiques' ont été défaillants depuis la récession de 2008 pour prévenir les inégalités ou la précarité", décrypte le sociologue.

Les discours politiques doivent donc évoluer pour toucher au plus près les jeunes qui "doivent être écoutés, inclus, associés et représentés. C'est l'unique condition pour qu'ils retrouvent un intérêt en la politique", martèle dans une tribune publiée dans le Huffington Post David Reviriego, étudiant au Celsa, qui s'est engagé dans la campagne Cettefoisjevote.eu contre l'abstention des jeunes aux élections européennes. Le fait de voir davantage de jeunes dans les rangs politiques serait aussi un signal positif pour Hervé Mortiz, président de l'association Les jeunes Européens, "mais attention à ce que ces personnalités ne soient pas des cautions jeunes", nuance-t-il dans Les Echos

Source: France Info, Abstention: quelles pistes peut-on suivre pour réconcilier les jeunes avec la politique?, 29/06/2021

Document 12:

Si le recours aux moyens d'action protestataires a globalement augmenté dans toute la population (en 1981, à peine une personne interrogée sur deux disait avoir participé à une manifestation ou pouvoir le faire, contre 71 % en 2008), cette tendance est particulièrement marquée dans les jeunes générations.

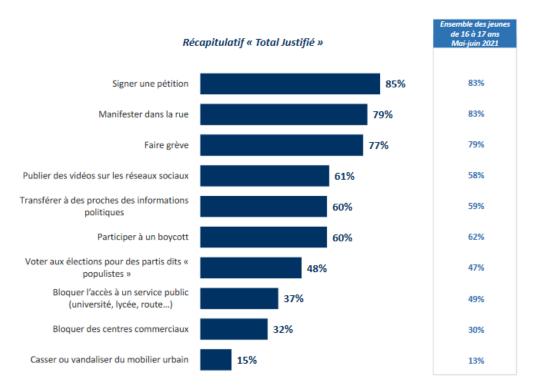
Pétitions, boycotts, manifestations, voire occupations de lieux : les enquêtes le montrent, plus les citoyens sont jeunes, plus ils considèrent ces moyens d'action comme des manières normales de s'exprimer en politique. Ils développent par ailleurs d'autres modes d'engagement individuellement ou au niveau local.

Dans un article de 2014 intitulé « La politique des profanes » (Revue du Mauss n° 43), publié au sortir d'une enquête menée auprès de 25-34 ans non militants, Nicolas Pinet, chercheur au Laboratoire du changement social et politique de l'université Paris-VII-Diderot, note ainsi la fréquence « avec laquelle les jeunes adultes revendiquent comme politiques des actions sans rapport avec la sphère des gouvernants ». Des gestes individuels présentés « comme des manières possibles de transformer la société » – participer à la vie de quartier, soutenir l'agriculture locale, choisir un mode de transport écologique – et qui ne subissent pas le désenchantement dont souffrent les actions politiques conventionnelles.

Source: C. Vincent, Les jeunes et la politique: génération citoyenne, génération protestation, Le Monde, 23/02/2017

Document 13 : Réponse des 18-25 ans

QUESTION: Pour chacun des moyens suivants, diriez-vous qu'il est justifié ou pas justifié pour exprimer sa colère?



Source : IFOP, Les jeunes et les régionales de 2021, juin 2021

Document 14:

On peut distinguer un premier pôle identifié lors des marches pour le climat ; un second relatif au manifeste des étudiants pour un réveil écologique ; un troisième, enfin, concernant l'implication de "jeunes" dans des grèves scolaires.(...)

Les "jeunes" des marches

Il ressort que la jeunesse, au regard des tranches d'âge, était déjà massivement présente au cours des marches pour le climat qui ont débuté suite à la démission de Nicolas Hulot. Le 13 octobre, 31 % des manifestants étaient âgés de moins de 25 ans et 23 % avaient entre 25 et 35 ans, contre seulement 9 % de plus de 65 ans. L'agora du 27 janvier fait apparaître des résultats similaires, avec 29 % de manifestants de moins de 25 ans et 29 % de 25-34 ans.

Comme ces derniers, ils se positionnent à la gauche de l'échiquier politique, adhèrent aux mêmes valeurs (anticapitalisme, soutien à l'accueil des réfugiés et à l'indemnisation des chômeurs), approuvent les mêmes modes d'action (soutien aux actions de désobéissance civile) et sont également issus des classes supérieures (72 % ont au moins un de leurs parents qui appartient à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures).

Les "jeunes" du manifeste

Le manifeste des étudiants pour un réveil écologique, initiative lancée en octobre 2018 par des étudiants des grandes écoles, compte aujourd'hui près de 30 000 signatures.

Prenant acte des conséquences dramatiques du réchauffement climatique et de l'inaction à son encontre, ce manifeste promeut une forme de "boycott des employeurs". Conscients de leur position privilégiée sur le marché de l'emploi, ces étudiants se déclarent prêts à sortir de leur "zone de confort" en se refusant à travailler pour des entreprises ayant un impact néfaste sur l'environnement, tant que celles-ci n'auront pas pris de mesures pour endiguer ce phénomène. (...)

C'est la force du capital scolaire objectivé (un diplôme d'une grande école) que de générer une forte employabilité et ainsi de donner à ces étudiants la possibilité de choisir leur employeur en fonction de leurs convictions.

Les "jeunes" des grèves scolaires

En parallèle du manifeste, certains étudiants et lycéens ont opté pour la reconduite chaque vendredi d'une "grève climatique".

Au lieu d'aller en cours, ces "jeunes" tiennent des assemblées générales dans les lycées et établissements d'enseignement supérieur portant sur les solutions à la crise climatique. Ces assemblées servent aussi de lieu d'organisation pour des actions ainsi que de point de départ pour les manifestations.

Cette grève climatique se distingue du manifeste dans son contenu comme dans son mode d'action.

Tout d'abord, elle interpelle directement le gouvernement en insistant sur le rapport de force avec le politique au détriment de la négociation avec les grandes entreprises. Elle revendique en outre l'incompatibilité d'une société écologiquement viable avec le capitalisme, affirmant que celui-ci "ne sera jamais vert", et associe justice climatique et justice sociale en appelant à la convergence avec les gilets jaunes chaque samedi.

Enfin, elle adopte le répertoire d'action traditionnel des mouvements sociaux lycéens et étudiants, avec la forme de l'assemblée générale et de la manifestation couplée avec la grève. S'y ajoutent des actions de désobéissance civile, illustrant une action bien plus "radicale" que le manifeste des étudiants grandes écoles et reproduisant en cela la dichotomie au sein de l'enseignement supérieur entre grandes écoles et "facs".

Et les jeunes des classes populaires ?

Enfin, bien que ces différentes mobilisations regroupent des populations hétérogènes, il convient de noter l'absence d'une jeunesse : celle issue des classes populaires.

Leur faible présence dans ces mobilisations ne signifie cependant pas qu'ils sont inconséquents sur les questions climatiques. Au cours de nos enquêtes successives, nous avons montré que le mode de vie des classes populaires est bien plus écologique que celui des catégories aisées et ce pour des raisons budgétaires (elles prennent, par exemple, beaucoup moins l'avion et surveillent leur consommation d'énergie).

Source: A.de Cabanes, Ces trois « jeunesses » qui se mobilisent pour le climat, The Conversation, mars 2019